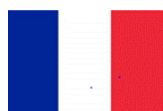

COVID 19 – Flash Europe et International du 20 mars 2020 ; n°2



Point de situation au niveau français *Nouvelles initiatives pour les Français à l'étranger et l'export*

- **Français coincés à l'étranger**

Lancement d'une plateforme pour faciliter l'hébergement local des Français coincés à l'étranger :
www.sosuntoit.fr

Cette plateforme met en relation les voyageurs sans solution avec des expatriés pouvant les héberger temporairement.

- **Problématiques à l'export**

Mise en place d'une **adresse email** au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères :
covid.export@diplomatie.gouv.fr

Cette messagerie est dédiée aux remontées de problématiques liées à l'export (ex : difficultés d'accès, en période de confinement aux services d'Ambassades étrangères en France pour des légalisations de documents pour l'exportation de produits).



Point de situation au niveau UE *De nouvelles mesures pour soutenir l'économie européenne*

I- Des financements européens pour les entreprises à disposition des Régions françaises.

Comment fonctionnera l'initiative Covid Européenne ?

Afin de mobiliser rapidement 25 Mds d'investissements publics européens pour faire face aux conséquences de la crise du coronavirus, la Commission ne demandera pas cette année le remboursement des préfinancements non dépensés pour les Fonds structurels et d'investissement européens, actuellement détenus par les États membres.

Les États membres pourront utiliser ces montants pour accélérer leurs investissements dans le cadre des Fonds structurels. Ils les utiliseront comme cofinancement national qu'ils auraient dû normalement fournir eux-mêmes afin de recevoir les prochaines tranches de leurs enveloppes au titre des Fonds structurels. Compte tenu des taux de cofinancement moyens dans les États membres, les 7,5 milliards d'euros disponibles

permettront la mobilisation et l'utilisation de quelque 17,5 à 18 Mds de financements structurels à travers l'UE.

Quelles nouvelles mesures ?

-Le FSE (Fonds social européen) peut être orienté à la fois vers des dépenses de santé (achat de matériel, recrutement de personnels supplémentaires) et des dépenses de soutien à l'économie.

Les **dispositifs de chômage partiel peuvent être financés par les fonds européens**. C'est aux Etats de les utiliser à cet effet. La condition selon laquelle les pays devaient mettre en place des dispositifs de formation pour pouvoir financer des systèmes de chômage partiel par les fonds européens va être supprimée.

-Pour le FEDER (Fonds européen de développement régional), deux nouveautés :

a) Le champ des dépenses que peut couvrir le FEDER est élargi pour prendre en compte :

- des mesures sanitaires (ex, équipements hospitaliers, inhalateurs, achat de masques...)
- Soutenir les entreprises en difficulté (support en capital humain pour les entreprises, aides pour assurer la trésorerie...)

b) Permettre aux autorités de gestion (Conseils régionaux) de payer plus rapidement les porteurs de projet. La Commission propose que ces avances soient conservées en totalité par les autorités de gestion et qu'elles ne soient remboursées qu'en 2024.

Concrètement, l'impact combiné de ces deux mesures permettrait aux régions françaises :

- **d'acheter des masques ou autre matériel hospitalier dont 50% sera financé par le FEDER dont les régions disposent à ce jour et 50% par une avance de l'UE que les régions devront rembourser sous un délai de 5 ans (sans intérêt)**
- **Selon les mêmes modalités, d'apporter une aide ponctuelle aux entreprises en difficulté**

Il s'agit :

- De répondre à deux objectifs prioritaires : soutien sanitaire et soutien économique)
- De payer en intégralité et en une seule fois les porteurs de projets
- Sans impacter la trésorerie des régions

Combien ? : 8 Mds € pour tous l'ensemble des pays européens

Pour la France et d'après la Commission 650 M€ seraient disponibles (368 M€ budgétés pour 2020 et 312 M€ non consommés en 2019).

Au niveau territorial, chaque région fait actuellement remonter ses propres montants à l'ANCT (ex CGET/DATAR). Les montants disponibles diffèrent fortement d'une région à une autre.

Enfin, les préfinancements annuels 2019 devront être remboursés à la clôture de la période de programmation (2024).

Quelle flexibilité ?

Certaines Régions ont effectué la totalité ou quasi-totalité de leur programmation et ne disposent ainsi plus de marges de manœuvre pour programmer des dépenses sur les 2 axes ouverts.

La Commission propose de leur ouvrir la possibilité de redéployer leur programmation jusqu'à hauteur de 8% d'un axe à l'autre de leur programme. Cela nécessite pour les Régions concernées d'effectuer un bilan de cette programmation pour être certain qu'une telle disposition puisse être opérationnelle car elle ne pourra pas pénaliser les engagements déjà pris vis-à-vis de certains porteurs de projet.

Plusieurs pays ont déjà demandé que cette flexibilité puisse être portée à 15 %.

Qui fait quoi ?

Côté Commission européenne : Création d'une Task-Force avec des équipes interservices réunissant les Directions générales Emploi, Concurrence, Economie et Finances, Politique régionale et Budget.

Côté France : Coordination assurée par le SGAE

Quel Calendrier ?

La Commission européenne appelle les Etats Membres à ne pas attendre l'adoption définitive des textes pour les mettre en œuvre puisqu'ils auront un effet rétroactif au 1^{er} février 2020.

Une adoption d'un règlement européen est prévue avant fin mars.

Ces mesures seront d'application immédiatement dans les territoires.

Enfin, cette première vague de mesures devrait être complétée par d'autres mesures de flexibilité.

II - Les autres mesures annoncées

1) Flexibilité accordée aux Etats membres en matière de règles budgétaires et d'aides d'Etat

Objectif : donner aux Etats la marge de manœuvre suffisante pour répondre aux conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie.

- La pandémie est considérée comme une « *circonstance inhabituelle indépendante de la volonté de l'Etat membre concerné* ». La Commission acceptera donc des dépenses exceptionnelles, telles que des dépenses de soins de santé et des mesures de soutien ciblé aux entreprises et aux travailleurs. *Les critères de Maastricht (3% de déficit, 60% PIB) attendront.*
- Les États membres pourront aussi exceptionnellement aider les entreprises qui font face à des pénuries de liquidités et ont besoin d'une aide urgente : ainsi subventions salariales, suspension des paiements de l'impôt sur les sociétés et de la TVA ou des cotisations sociales. La vice-présidente Margrethe Vestager a proposé d'activer l'article 107(3)(b) du Traité, ce qui rendrait légale toute aide destinée à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires. Cela permettrait notamment aux gouvernements de mettre en place des avantages fiscaux à hauteur de 800 000 euros par entreprise, de garantir des prêts bancaires, ou de subventionner les taux d'intérêt de ces emprunts.

Le but de l'exécutif est d'adopter formellement le texte dans les jours qui viennent



Les Vingt-Sept ont demandé à la Commission de suspendre les procédures d'infraction en cours et à ne pas en lancer de nouvelles pour non-respect des délais de mise en œuvre du droit communautaire, « en raison des restrictions organisationnelles et parlementaires nationales dues à la crise du Covid-19 ».

2) Fermeture des frontières extérieures et sécurisation de l'approvisionnement dans le marché unique

Les chefs d'Etat ou de gouvernement européen ont décidé le 17 mars la fermeture de l'espace Schengen – 22 pays de l'UE (Bulgarie, Roumanie, Chypre, Irlande, Croatie n'en font pas partie) + 4 pays de l'Espace Economique européenne (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein). La Commission a proposé une suspension des voyages non essentiels vers l'Union européenne pour 30 jours renouvelables. *Des exemptions existent : transporteurs de biens, travailleurs transfrontaliers, résidents de longue date de l'UE et leur famille, diplomates et personnels médicaux.*

La Commission et les Etats membres souhaitent agir ensemble pour garantir la production, le stockage, la disponibilité et l'utilisation rationnelle des équipements de protection médicale et des médicaments dans l'UE. La Commission a lancé une procédure conjointe de passation de marché pour ces produits.



La Commission européenne a créé une réserve stratégique de matériel médical, notamment de respirateurs et de masques de protection, dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE.



Les ministres européens des Transports ont pris des mesures fortes le 18 mars : libre circulation des biens essentiels dans le marché unique, libre circulation des travailleurs du secteur des transports tout en garantissant leur santé et leur sécurité, **flexibilité quant aux règles relatives au temps de conduite et de repos des chauffeurs ou encore mise en place de voies prioritaires pour le transport de marchandises.**

Et aussi :

La Commission souhaite exempter temporairement les compagnies aériennes de la règle du *créneau utilisé ou perdu*. Elle surveille l'impact de la crise sur le secteur du tourisme et coordonne les mesures de soutien.

3) La BCE, acteur central pour pérenniser le financement de l'économie et des PME



La BCE a lancé le 18 mars un nouveau programme d'urgence d'une ampleur historique. Afin de maintenir à des niveaux très bas les coûts d'emprunt des Etats et des entreprises, elle entend réaliser des rachats de titres, aussi bien des obligations d'État que d'entreprises, pour 750 milliards d'euros d'ici la fin 2020, en plus des 120 milliards d'euros déjà annoncés le 12 mars. Au total, ces opérations s'élèveront à 1 050 milliards d'euros pendant 9 mois.

Objectif de la BCE : éviter la fragmentation dans la zone euro et réduire les *spreads*, les écarts de taux d'intérêts qui peuvent exister entre la dette française, italienne, espagnole ou allemande.

Jusqu'à juin 2021, les banques qui prêteront aux entreprises les plus touchées par la crise du coronavirus, et particulièrement les PME, bénéficieront de prêts ciblés de long terme (TLTRO) à bas coût.

Enfin, la BCE va alléger les obligations imposées aux banques en matière de fonds propres -Règles de Bâle 3 suspendues-afin de faciliter l'octroi de prêts aux PME et aux ETI en difficulté.

A - Ce qui est déjà opérationnel

La flexibilité en matière budgétaire et d'aides d'Etat acceptée par les 27 ministres des Finances.

1% du PIB européen a déjà été mobilisé par les pays en mesures sociales, fiscales et budgétaires (**120 Mds**).

Les mesures de la BCE destinées à faciliter le financement des PME se mettent progressivement en place.

B - Ce qu'on attend



Les dirigeants européens échangeront par visioconférence lors d'un nouveau Sommet européen extraordinaire le jeudi 26 mars.



Le Parlement européen organise une session plénière extraordinaire le jeudi 26 mars. Les votes sur l'Initiative d'investissement en réaction au coronavirus et l'exemption temporaire pour les compagnies aériennes de la règle du *créneau utilisé ou perdu* auront lieu à distance.

Les ministres des Finances échangeront chaque semaine. Ils peuvent à tout moment adopter des mesures coordonnées de relance supplémentaires, un accroissement du capital de la Banque européenne d'investissement ou encore un recours direct au Mécanisme européen de stabilité (**410 Mds**).

La coordination des réponses du G7 et du G20 pourrait elle aussi se renforcer dans les prochains jours.



Point de situation en Allemagne : *Un plan « historique » de soutien de l'économie*



Principales mesures économiques prises :

- 16 mars : la Bavière a annoncé un fond de 10 milliards d'euros. Le fonds permet aux entreprises de 250 salariés maximum de solliciter des prêts compris entre 5 000 et 30 000 euros. Il sera également utilisé pour garantir 80% des prêts contractés par des entreprises menacées de défaillance. NB. La Bavière est le premier Land avoir décidé le 20 mars un confinement.
- 13 mars : l'Allemagne a annoncé¹ le plus grand plan d'aide aux entreprises de son histoire d'après-guerre, avec des prêts "sans limite" d'une valeur d'au moins 550 milliards d'euros.
- A compter du mois d'avril, les règles relatives au chômage partiel seront assouplies à travers :
 - o La réduction du seuil minimum d'employés affectés par le chômage partiel à 10% ;
 - o La dispense partielle ou totale de la nécessité de constituer un solde négatif en matière d'heures de travail ;
 - o L'ouverture des allocations de chômage partiel aux travailleurs temporaires/intérimaires ;
 - o Le remboursement total des contributions de sécurité sociale relatives au chômage partiel.
- D'autres mesures fiscales ont aussi été prises : report de paiement de taxes fédérales, report du paiement de l'impôt pour certains citoyens, pas de pénalités de retard, etc.
- L'Allemagne avait rétabli le 16 mars le contrôle aux frontières avec cinq pays, dont la France. Seuls les travailleurs transfrontaliers ont le droit de se rendre en Allemagne. Le pays a aussi annoncé des fermetures de tous les commerces non essentiels, interdiction très stricte de tous les rassemblements, y compris dans les lieux de culte, fermeture des aires de jeux également. Les écoles sont fermées depuis le 16 mars.

Principaux impacts économiques :

- Selon ING, l'économie allemande devrait se contracter de 1,5% sur l'année 2020. En début d'année, l'OCDE tablait encore sur une (faible) croissance (+0,3%).
- La baisse de la consommation est estimée à 4% avec les mesures de confinement (source : ING).
- La confiance des investisseurs allemands est au plus bas depuis la crise financière de 2008²
- Concernant le risque conjoncturel du Covid-19, l'IW Köln estime qu'un ralentissement de 3 points de la croissance chinoise coûterait 0,1 point de croissance à l'Allemagne, les exportations vers la Chine représentant 3% de la création de valeur totale de l'Allemagne.



- **Nombre de cas au 19 mars : 15 320 (+2993 / hier)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 44 (+16 / hier)**

¹ <https://www.bundesfinanzministerium.de/Content/EN/Standardartikel/Topics/Public-Finances/Articles/2020-03-17-corona-protective-shield.html>

² <https://www.ft.com/content/76310888-683c-11ea-a3c9-1fe6fedcca75>



Point de situation en Italie

Des perspectives économiques très sombres, un bilan sanitaire qui se dégrade



Principales mesures économiques prises :

- Les magasins et les boutiques bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 60 % du loyer du mois de mars.
- Les employeurs, y compris les entreprises de moins de 5 salariés, qui suspendent ou réduisent leurs activités en raison de l'urgence épidémiologique, peuvent recourir au fonds de licenciement par dérogation à la nouvelle cause "COVID-19" pour une période maximale de 9 semaines.
- Interdiction des licenciements pour les deux prochains mois.
- Création d'une prime de 100 euros les travailleurs gagnant moins de 40 000 euros par an.
- Octroi de prêts à cinq ans (sans taux) pour couvrir les besoins de liquidité.
- Renforcement du fonds central de garantie pour les petites et moyennes entreprises.

Principaux impacts économiques :

- Alors que de nombreux secteurs de l'économie italienne sont durement impactés par la crise sanitaire et les restrictions de déplacement, le chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte, a annoncé que **le confinement du pays serait renforcé et potentiellement prolongé jusqu'en mai**.
- La propagation du coronavirus constituerait le pire choc pour l'économie italienne depuis la Seconde Guerre mondiale (*Cerved*). Le chiffre d'affaires des entreprises italiennes pourrait tomber de 17%. Le tourisme et l'automobile sont particulièrement touchés.
- Les 750 000 PME italiennes pourraient perdre jusqu'à 650 milliards d'euros cette année.
- Dans le scénario selon lequel la crise sanitaire serait enrayée d'ici le mois de mai, les pertes s'élèveraient à 220 milliards d'euros en 2020 et 55 milliards en 2021.
- L'Italie s'orienterait vers sa quatrième récession en douze ans.



- **Nombre de cas au 19 mars : 35 714 (+ 4 207 / Hier)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 3 405 (+427 / Hier) => L'Italie devient ce vendredi le premier pays pour le nombre de morts dus à l'épidémie, devant la Chine**
- La contagion ralentit grâce au confinement. L'Italie devrait atteindre le pic épidémique la semaine prochaine.
- Le pays a enregistré le pire bilan de termes de victimes en une seule journée depuis le début de l'épidémie.
- Le bilan est particulièrement lourd dans le Nord du pays qui enregistre les deux tiers des décès.
- Plusieurs élus locaux demandent un confinement total et l'interdiction de sortir pour faire un jogging.



Point de situation en Espagne Le secteur du tourisme dans la tempête



Principales mesures économiques prises :

- Sous conditions, les entreprises peuvent reporter le paiement de leurs impôts pendant six mois (aucun intérêt percevable au titre des trois premiers mois du report).
- Mise à disposition de 100 milliards d'euros dans le cadre d'un système de garantie publique pour assurer la liquidité des entreprises en difficulté.
- 17 milliards d'euros supplémentaires seront utilisés pour soutenir les groupes les plus susceptibles de souffrir des effets de la pandémie ;

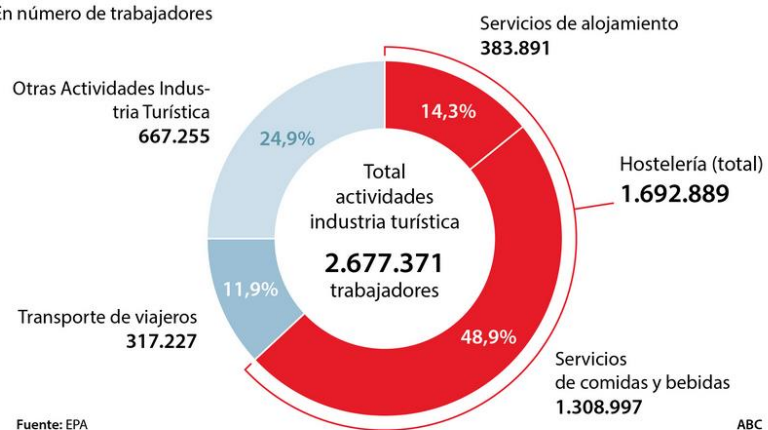
Principaux impacts économiques :

- L'économie espagnole devrait se contracter a annoncé le président du gouvernement, Pedro Sanchez, devant le Parlement.
- Les hôtels sont fermés sur tout le territoire – sauf les établissements pour les hébergements de longue durée s'ils permettent de respecter les mesures de confinement strictes imposées à la population.
- Le gouvernement espagnol est d'autant plus préoccupé par l'état du secteur du tourisme (2,6 millions de salariés dans le pays si l'on y inclut les services de restaurations, 12%M du PIB) que le confinement du pays pourrait être amené à perdurer - ([Source ABC](#))

Ocupados en el turismo

Cuarto trimestre de 2019

En número de trabajadores



- **Nombre de cas au 19 mars : 18 077** (+ 3 063 / hier)
- **Nombre de morts au 19 mars : 833** (+66 / hier)
- Les services hospitaliers espagnols sont proches de la saturation. Près de 3 000 personnes sont hospitalisées dans la seule ville de Madrid.
- Pour soutenir les professionnels de santé, le secteur privé espagnol se mobilise : Dans la région de Valence, les couturières du village de Pedrel ont confectionné 10 000 masques. Une filiale du groupe Zara envisagerait de rejoindre l'effort collectif en fabriquant des masques dans ses usines.



Point de situation au Royaume-Uni Un changement de stratégie



Principales mesures économiques prises :

- 19 mars : Loi³ sur le Coronavirus sur le renforcement des capacités et le déploiement flexible du personnel; assouplissement des exigences législatives et réglementaires, etc.
- Le Chancelier Rishi Sunak devrait annoncer un programme de subventions pour l'emploi et les salaires. Il avait déjà annoncé⁴ un plan de soutien de l'économie de 30 Mds £ : 12 seront spécifiquement destinés aux mesures contre les coronavirus, dont au moins 5 Mds pour le NHS, et 7 milliards pour les entreprises et les travailleurs britanniques. Parmi ces mesures figurent :
 - o La hausse du montant que les entreprises peuvent emprunter par le biais du programme de prêts pour interruption d'activité en raison du Coronavirus de 1,2 million à 5 millions £ ;
 - o L'augmentation des subventions aux petites entreprises de 3 000 à 10 000 £.
- Autres mesures annoncées le 17 mars : prêts et des garanties illimités pour soutenir les entreprises et les aider à gérer leurs flux de trésorerie pendant cette période. Le Chancelier mettra à disposition 330 milliards de livres sterling de garanties, soit 15% du PIB britannique.
- La Banque d'Angleterre a annoncé une baisse d'urgence des taux d'intérêt pour soutenir l'économie au milieu de l'épidémie de coronavirus : les taux passent à 0,25%, ramenant les coûts d'emprunt au niveau le plus bas de l'histoire. La Banque a déclaré qu'elle libérerait également des milliards de livres de prêt supplémentaire pour aider les banques à soutenir les entreprises. Elle a confirmé le maintien du montant de son programme d'achat d'obligations d'Etat à 435 Mds£, et celui de son programme d'achat d'obligations d'entreprises à 10 Mds£.
- Boris Johnson a changé de stratégie sur le plan sanitaire avec un projet de loi⁵ et de nouvelles mesures. Il a notamment appelé la population à éviter tout contact et tout déplacement « non essentiel ». Il a également recommandé aux personnes âgées et aux femmes enceintes de s'isoler pendant trois mois. Dans la foulée mardi 17 mars, le UK a déconseillé à ses ressortissants tout voyage à l'étranger non essentiel, dans un premier temps pour 30 jours.

Principaux impacts économiques :

- Le chancelier a déclaré que sans tenir compte de l'impact du coronavirus, l'Office pour la responsabilité budgétaire a prévu une croissance de 1,1% en 2020, le taux le plus bas depuis 2009.
- La British Chambers of Commerce (BCC) a abaissé ses prévisions de croissance du PIB pour 2020 à 0,8%, (par rapport aux prévisions précédentes à 1%°).
 - o La croissance trimestrielle du PIB devrait atteindre 0,2% au premier trimestre 2020, suivie d'une contraction de -0,1% au deuxième trimestre.
 - o Les estimations de la BCC pour la croissance des exportations ont été abaissées à 0,1% en 2020 (contre 1,1%) et 0,9% en 2021 (contre 1,4%), avant une croissance de 1,4% en 2022.
 - o Les prévisions de croissance de la consommation des ménages ont été revues à la baisse à 0,9% pour 2020 (contre 1,3%), 1,4% pour 2021 (contre 1,5%), avant une croissance de 1,5% en 2022.
 - o L'investissement des entreprises devrait se contracter de 0,7% cette année.



- **Nombre de cas au 19 mars : 2716 (+72 / hier)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 138 (+75 / hier)**

³ <https://www.gov.uk/government/publications/coronavirus-bill-summary-of-impacts/coronavirus-bill-summary-of-impacts>

⁴ <https://www.gov.uk/government/news/chancellor-announces-additional-support-to-protect-businesses>

⁵ <https://www.gov.uk/government/publications/coronavirus-bill-what-it-will-do/what-the-coronavirus-bill-will-do>



Point de situation en Chine

Une reprise lente mais progressive



Principales mesures économiques prises :

- 13 mars : la banque centrale chinoise, qui a débloqué fin février des extensions ou des renouvellements de prêts aux entreprises, a annoncé une baisse du ratio de réserve obligatoire des banques, libérant 550 Mds yuans (70,6 Mds d'euros) pour soutenir l'économie. Le Quotidien du peuple annonce en première page «la réouverture de 79% des chantiers de grands travaux».
- Le 18 mars, la NDRC a publié un « plan d'action visant à stimuler la consommation et réduire la pauvreté ». Le plan incite les autorités publiques et organisations affiliées à consommer davantage
- 19 mars : La Chine préparerait un plan de relance de 2 800 Mds CNY (394 Mds USD) pour soutenir l'investissement dans les infrastructures et accélérer le déploiement de la 5G. En attendant, elle a pris des mesures fiscales, d'emploi et de soutien aux entreprises.

Principaux impacts économiques :

- Goldman Sachs prévoit une récession de - 9 % au premier trimestre en Chine. Ses prévisions pour la croissance annuelle chinoise sont désormais de +3 % (contre +5,5 % jusqu'ici) (Reuters). Selon Trivium, l'économie chinoise fonctionnerait au 19 mars à 72,6 % de ses capacités normales. Les grandes entreprises seraient à 74,9 % de leurs capacités et les PME, à 71,0 %.
- La production industrielle a chuté de 13,5% au cours des deux premiers mois de cette année. Cela représenterait la contraction la plus importante jamais enregistrée. Le taux de chômage urbain a également bondi à 6,2% en février. Les ventes au détail ont chuté de 20,5% en glissement annuel en janvier et février 2020. La production de services s'est contractée de 13% au cours des deux premiers mois. Couplées au chiffre de la production industrielle, les données suggèrent que le PIB s'est contracté de 13% au cours des deux premiers mois de l'année, selon Capital Economics.
- Perturbations des transports : l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) dérouté des vols en provenance de pays fortement touchés et prévoit des mises en quarantaine. Les autorités chinoises pourraient appliquer des mesures de quarantaine sur le transport maritime (14 jours depuis le début de l'expédition vers la Chine).

Taux de reprise de l'activité économique dans les 12 principales provinces de Chine

Province	% du PIB national (2019)	Taux de reprise au 3 mars	Taux de reprise au 17 mars
Shandong	7,70%	60 %	73 % (+13)
Sichuan	4,10%	61 %	73 % (+12)
Guangdong	9,80%	60 %	72 % (+12)
Jiangsu	9,30%	59 %	72 % (+13)
Zhejiang	5,70%	57 %	72 % (+15)
Fujian	3,50%	62 %	72 % (+10)
Hunan	3,70%	61 %	71 % (+10)
Shanghai	3,30%	57 %	70 % (+13)
Hebei	3,60%	56 %	69 % (+15)
Henan	4,80%	52 %	67 % (+15)
Pékin	3,10%	49 %	58 % (+9)
Hubei	4%	29 %	38 % (+9)



- **Nombre de cas au 19 mars : 81 155 (+44)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 3 253 (+4 / hier)**
- Pour le 2^{ème} jour depuis le début de l'épidémie, le Hubei n'a enregistré aucun nouveau cas de personne atteinte du COVID-19.
- Un premier vaccin est en essai clinique.



Point de situation aux Etats-Unis

Des mesures tardives mais significatives



Principales mesures économiques prises :

- 20 mars : fermeture partielle de la frontière avec le Canada sauf déplacements essentiels.
- Promulgation de la loi intitulée Families First Coronavirus Response Act et d'un ensemble législatif sur les congés de maladie payés d'urgence, les congés familiaux et médicaux d'urgence, qui entreront en vigueur le 2 avril 2020 et resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. Les employeurs de moins de 500 employés doivent accorder deux semaines de congés payés aux travailleurs s'ils ne peuvent pas travailler en raison de COVID-19 et jusqu'à 12 semaines de congés payés pour des raisons spécifiques liées au virus, sous réserve à certains plafonds.
- Le Trésor américain propose un paquet de plus de 1000 milliards de \$ soit 5 % du PIB, qui se partagerait en parts égales entre 500 milliards d'aides aux particuliers en deux phases, le 6 avril et le 18 mai, et 500 milliards d'aides aux entreprises 300 milliards pour les PME (moins de 500 employés), 50 milliards pour les compagnies aériennes et 150 pour d'autres secteurs touchés (hôtellerie, croisières, etc.).
- 17 mars : la Banque centrale américaine a annoncé qu'elle allait accorder des facilités de crédits destinées aux entreprises et aux ménages. La Fed propose de soutenir les prêts automobiles ou immobiliers et d'accorder des prêts aux entreprises, et a mis en place une nouvelle facilité de financement des créances de court terme.
- Pour protéger la Fed contre les pertes de crédit sur ces prêts, le Trésor fournira 10 Mds \$ par le biais d'un Fonds de stabilisation. Le 15 mars, elle avait abaissé ses taux à zéro. Elle a aussi annoncé sa disponibilité à l'achat de 700 milliards d'actifs, en principe 500 milliards de bons du Trésor et 200 milliards de titres adossés à des hypothèques. En outre, la Fed, la Banque centrale européenne et les Banques centrales du Japon, Royaume-Uni, Canada et de Suisse, ont assoupli les conditions auxquelles elles s'échangent des devises entre elles, afin de pouvoir garantir un approvisionnement suffisant des marchés et, au final, du système économique tout entier, en dollars.
- L'administration Trump envisage la distribution de chèque aux Américains les plus démunis de 1000\$ pour relancer la consommation.
- Depuis le 13 mars au soir, Donald Trump a annoncé la fermeture des frontières américaines aux ressortissants de plusieurs pays dont la quasi-totalité des pays membres de l'UE incluant la France.

Principaux impacts économiques :

- Goldman Sachs a annoncé le 16 mars que le PIB américain pourrait se contracter de 5% au deuxième trimestre, ce qui serait une baisse sans précédent depuis la crise financière de 2008.
- Près de 80 millions d'emplois sont à risque élevé ou modéré selon l'analyse de Moody's Analytics. Cela représente plus de la moitié des 153 millions d'emplois dans l'ensemble de l'économie. Sur les 80 millions, Moody's Analytics prévoit que 27 millions de personnes sont à haut risque en raison du virus, principalement dans les transports et les voyages, les loisirs et l'hôtellerie, les services d'aide temporaire et le forage et l'extraction de pétrole.
- La Californie est le premier Etat américain à passer en confinement.



- **Nombre de cas au 19 mars : 14 250 (+4835 / hier)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 205 (+55 / hier)**



Point de situation au Japon

Résilient Tokyo affûte sa relance

Principales mesures économiques prises :



- Le parti libéral-démocrate japonais, au pouvoir, envisage un plan de 278 milliards de dollars pour lutter contre les effets de l'épidémie de coronavirus.
- Actuellement, le dispositif prévu par Tokyo prévoit que l'enveloppe financière totale pour les prêts aux entreprises soit portée à 1.600 milliards de yens (13,4 milliards d'euros), soit plus du triple que le montant annoncé initialement. Ces prêts seront sans taux pour les petites entreprises.
- Tokyo débloque également 431 milliards de yens (3,6 milliards d'euros) pour soutenir financièrement les salariés japonais qui doivent cesser de travailler pour garder leurs enfants à la maison (les écoles sont fermées) et n'ont pas de possibilité de télétravail.
- Le gouvernement compte également concentrer ses efforts sur la production de masques chirurgicaux et l'aide aux crèches et aux maisons de retraite pour s'adapter à l'épidémie.

Principaux impacts économiques :

- La flamme olympique est arrivée à Tokyo, vendredi 20 mars. Bien que les officiels japonais maintiennent que le report des jeux, prévus à partir du 24 juillet, n'est pas envisagé, la population redoute l'afflux de visiteurs étrangers à cette occasion.
- Toyota, Honda et Nissan ont annoncé séparément qu'ils interrompaient pour quelques jours leurs activités dans leurs usines en Amérique du Nord et dans quatre pays européens afin de protéger leur personnel, désinfecter les usines et s'adapter à la baisse globale de la demande de véhicules compte-tenu du contexte de pandémie.
- Le nombre de visiteurs au Japon a atteint son plus bas niveau depuis le tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima, en 2011 (1,09 millions en février contre 2,6 millions l'an dernier à la même période, soit une baisse de 58%). Le nombre de touristes chinois et coréens, normalement nombreux à visiter Japon, a baissé de plus de 80%.
- Alors que le gouvernement envisage de stimuler la consommation en distribuant de l'argent directement aux Japonais et en réduisant les taxes sur la consommation (augmentées à l'automne dernier) plusieurs experts estiment que cette méthode ne sera pas aussi efficace qu'espéré, eu égard à la baisse de la mobilité dans le pays. Ils recommandent de se concentrer sur l'aide au maintien des emplois et d'éviter au maximum les défaillances d'entreprises.
- L'inflation ralentit à 0,6% en février en raison de la pandémie et des fluctuations du prix du pétrole.



- **Nombre de cas au 19 mars : 943** (+19 / hier)
- **Nombre de morts au 19 mars : 33** (+0 / hier)
- Alors que le pays été touché très tôt par l'épidémie, l'archipel compte peu de personnes contaminées. Cette résilience interroge les épidémiologistes ([Source](#) Japan Times)



Fonds monétaire international

Mesures prises par le FMI

- Le FMI est prêt à mobiliser sa capacité de prêt de 1 000 Mds USD pour aider ses pays membres.
- Le FMI compte déjà 40 accords en cours prévoyant des engagements de ressources d'un montant cumulé d'environ 200 Mds USD. Une vingtaine d'autres pays ont également fait part de leur intérêt.
- Autre objectif : porter le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) à 1 Md USD (contre 400 millions aujourd'hui). Ce fonds peut aider les pays les plus pauvres en leur accordant un allègement immédiat de leur dette.

Mesures recommandées par le FMI

Le FMI souhaite que les Etats maintiennent des échanges constants et une coordination étroite pour renforcer la confiance et stabiliser l'économie mondiale.

Trois domaines d'action :

- **Budgétaire**
 - Mesures de relance supplémentaires pour éviter des préjudices économiques durables.
 - Nécessaire relance budgétaire mondiale coordonnée et synchronisée.
- **Monétaire**
 - Assouplir les conditions financières et assurer le flux de crédit vers l'économie réelle.
 - Mesures en matière d'assouplissement monétaire et d'ouverture de lignes de crédit réciproque afin de réduire les tensions sur les marchés financiers mondiaux.
 - Mise en place de lignes de crédit réciproque avec des pays émergents (les investisseurs ont retiré 42 milliards d'euros des pays émergents depuis le début de la crise).
- **Règlementaire**
 - Objectifs des organismes de contrôle du système financier : garantir la stabilité financière, préserver la solidité du système bancaire et soutenir l'activité économique.
 - Encourager les banques à profiter de la souplesse des réglementations en vigueur et à renégocier les conditions de prêt pour les emprunteurs en difficulté.



Banque mondiale

Mesures prises par la Banque mondiale

- Enveloppe de financement accéléré portée à 14 milliards de dollars afin d'accompagner les efforts déployés par les entreprises et les pays en vue de prévenir, détecter et faire face à la propagation rapide du Covid-19.
- En fonction de la durée et de la gravité de l'épidémie, la Banque mondiale pourra débloquer une seconde enveloppe de financement pour se concentrer plus spécifiquement sur les effets économiques et sociaux.

Mesures recommandées par la Banque mondiale

Afin de renforcer la confiance, les Etats doivent déployer tout l'arsenal de leurs instruments de politique économique : monétaire, budgétaire, commerciale et d'investissement. Seule une réponse rapide, coordonnée et ambitieuse face à une menace commune peut faire la différence pour l'économie mondiale.

Il est donc impératif que les décideurs, partout dans le monde, prennent conscience du risque de propagation des préjudices économiques d'un pays à l'autre et qu'ils se mobilisent rapidement pour l'endiguer.

Les gouvernements doivent se garder de toute tentation protectionniste, qui ne fera qu'exacerber les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et accentuer une incertitude déjà grande. Surtout, ils doivent éviter de restreindre les exportations de denrées alimentaires et de produits médicaux vitaux pour, au contraire, rechercher ensemble des solutions visant à accroître la production et la satisfaction des besoins.

À moyen terme, avec l'amélioration de la conjoncture économique, les responsables publics devront tirer les leçons de cette crise non pas en privilégiant le repli sur soi, mais en encourageant les entreprises à accroître leurs stocks et à diversifier leurs fournisseurs, afin de mieux gérer les risques.